



Sommaire

Editorial

Jacques Cathelineau
Université d'été de
Renaissance catholique
Economie
La culture bretonne
Commémoration à Auray
Les valeurs de la
République
Déliquescence de
l'autorité



Le royalisme est une force
avec laquelle il faudra
compter dans l'avenir

Editorial : Un régime à bout de souffle, une société décadente !

L'été a été riche en rebondissements. Chacun y est allé de sa petite phrase... « Il ne faut pas créer de désordre » annoncent les autorités politiques lorsque le drapeau algérien est hissé à la mairie de Toulouse. « Il faut accueillir l'autre » s'exclament les autorités religieuses par la voix de l'évêque de Toulouse qui a comparé l'expulsion des Roms aux déportations organisées par les Nazis. « Il faut être tolérant » rugissent les associations qui soumettent le pays à une véritable dictature de la pensée.

Lâcheté, compromission, collaboration, Voilà les trois attitudes qui entraînent l'asservissement du Pays. Au nom de ces principes : ordre, accueil, tolérance, la destruction de la France est en marche. Notre pays doit se coucher, subir cette invasion larvée. Un de nos politiques n'a pas t-il suggéré l'enseignement de

l'arabe au collège ? Dans l'Ouest, en Vendée pour être précis, certaines associations prônent et organisent des cérémonies communes avec les musulmans pendant le ramadan et participent à la rupture du jeûne. Voilà une collaboration qui en dit long sur la servilité des dites associations et sur la pollution des esprits organisée au nom de la République.

Français, il est temps de réagir sinon le réveil risque d'être douloureux. Français, il est temps de retrouver les valeurs ancestrales de notre civilisation : La notion de patrie qui nous vient du plus profond des âges : la terre, le terroir que l'on doit faire valoir, que l'on doit protéger, que l'on doit aimer. Pour cela, une seule solution politique : le Roi et vite !

La rédaction de PRO

Jacques Cathelineau, premier général en chef



Jacques Cathelineau, fils de Jean Cathelineau, est né le 5 Janvier 1759 au Pin-en-Mauge. Sa famille, roturière, est très pieuse et son père occupe la place de sacristain de l'église du village. Les enfants de roturiers ne pouvaient prétendre à être scolarisés, tout d'abord parce que la pension coûte cher et ensuite les petites communes des Muges n'ont pas encore d'école. Mais Jacques, qui sert la messe régulièrement, est intelligent, bien plus que la plupart des enfants de son âge. Le prêtre de la paroisse, remarquant la vivacité de l'esprit de cet enfant, et pour remercier la générosité de son père, il proposa au jeune Jacques de l'instruire, en échange de quelques petits travaux paroissiaux.

Jacques va donc grandir et s'épanouir dans cette ambiance scolaire, naviguant entre la paroisse et la maison. A 18 ans, le 4 Février 1777, il épouse Louise Godin, de 9 ans son aînée. Ce mariage fut fécond, et le couple aura 5 enfants. Maçon comme son

père, Jacques n'en délaisse pas la paroisse pour autant. Il s'investit dans la vie de l'Eglise, et y est élu en 1787 syndic. La vie quotidienne est difficile pendant ces années là, où la disette laisse parfois place à la famine. Les paysans y voient un signe de colère divine, et redoublent de prières et de neuvaines.

Début Mars 1793, la Convention vote la levée en masse de 300 000 hommes dans toute la France, sur un système de tirage au sort. Le 12 Mars 1793, les républicains procèdent au tirage au sort à St Florent le Vieil. Malheureusement, les hommes y sont fermement opposés ! Pourquoi aller se faire trouer la peau pour un régime qu'ils ne veulent pas, qui vient d'exécuter leur Roy très Chrétien ? La révolte de la ville de St Florent va vite tourner au lynchage des républicains : la guerre est devenue inéluctable... Cathelineau ne fait pas parti de ces paysans, il n'est pas concerné par la conscription. Cependant, suivant cette foule qui se révolte contre la république, décide de prendre son destin en main et prend la tête de l'insurrection des hommes du Pin-en-Mauge.

De partout, des paysans se révoltent, chassent les bleus, et s'unissent. Il faut maintenant organiser cette révolte, il faut des chefs. Le choix se porte sur les aristocrates qui ont reçu une éducation, et qui bien souvent

ont connu le métier des armes (tels Henry de la Rochejaquelein ou Charles de Bonchamps). Cependant, il y a deux exceptions : Cathelineau et Stofflet sont les seuls roturiers à la tête de l'armée. Cathelineau a la stature d'un chef, il a l'intelligence d'un aristocrate, la force d'un maçon, la verve adroite et il sait comment remuer les foules. Il prend donc la tête de cette armée, et fort de sa foi, il la mène à travers la Vendée. Accumulant les victoires en ce début d'année 1793, il marche avec Stofflet sur Chemillé, Cholet et le 16 Mars sur Vihiers. A Vihiers, l'Armée Catholique et Royale met en fuite tout un bataillon républicain et récupère ainsi leur premier canon. Ce canon, symbole de leur résistance, sera baptisé Marie-Jeanne du nom des deux protectrices de la France : la Sainte Vierge Marie et Sainte Jeanne d'Arc.

Les victoires continuent à s'enchaîner, les bleus n'offrant que peu de résistance à cette formidable foule armée de fourches, mené par celui que l'on nomme déjà « le Saint d'Anjou ». Peu avant la Pâques, Chalonnnes tombe. L'armée angevine se disperse, les paysans rentrent chez eux pour passer cette fête en famille. Cathelineau retrouve femme et enfant, et l'abbé Cantiteau, curé du Pin-en-Mauge, peut célébrer la Résurrection de Notre Seigneur Jésus Christ en paix.

L'université de Renaissance Catholique consacrée à l'identité française

La XIXe université d'été de renaissance catholique s'est tenue en juillet dernier dans les Salons de La Raynière, en Touraine, sur le thème de « L'identité nationale ». Elle a rassemblé dans une ambiance familiale environ cent-cinquante personnes, des deux sexes et de tous âges.

Ses travaux ont débuté après le grand'messe du dimanche, célébrée selon le rite tridentin. Par ailleurs les « universitaires » avaient la possibilité d'assister chaque jour à une messe basse.

Parmi les conférenciers, les plus connus étaient, dans l'ordre des interventions : Christophe Dickès ("Histoire de l'unité française : la leçon de Bainville"), Philippe Conrad ("Universalité et diversité : la leçon de Braudel"), Anne Bernet ("Saint Martin et l'évangélisation de la Gaule"), Hilaire de Crémiers ("Naissance du sentiment national"), Jean-Yves Le Gallou ("De l'immigration à l'invasion?"), Henry de

Lesquen ("Le peuplement de la France: la leçon de Dupâquier") et Bruno Gollnisch ("Le démantèlement de la souveraineté française").

Il appartenait à Jean-Pierre Maugendre de conclure, sur le thème "Défendre l'identité nationale aujourd'hui". Il insista évidemment sur la composante catholique de l'identité française, sans oublier l'aspect ethnique de celle-ci, faisant enfin appel à une formule condensée : « une terre, un peuple ».

Ces « cours magistraux » ont été accompagnés de « travaux pratiques », tels que : « Décryptage d'une émission de télévision » par Michel de Jaeghere, une conférence-projection « A la recherche de l'âme de la France » (belles images de notre pays présentées par M-F Ousset), une visite guidée au choix (ville de Tours où château de Langeais), un récital de piano classique avec Mi-Young Lee comme interprète, enfin l'incontournable pèlerinage

sur la tombe de Saint-Martin, "l'apôtre des Gaules". Certains le complétèrent par la visite d'un impressionnant dolmen voisin, afin d'honorer notre plus longue mémoire.

Par ailleurs, outre le stand de Renaissance Catholique, bien achalandé (au sens orignel et usuel), des centaines de « bons livres » étaient proposés par la Diffusion de la Pensée Française, dont le fondateur, Jean Auguy, était présent.

Une originalité de cette université était que les auditeurs pouvaient se procurer presque « en temps réel » les CD des conférences. Pour ceux qui regretteraient de n'avoir pu être présents, il est bien sur possible de les commander, éventuellement regroupées, ainsi que le DVD offrant en plus les images.

(Renaissance Catholique, 89 rue Pierre-Brossolette 92130 Issy-les-Moulineaux. Tél. 01 46 62 97 04 Courriel : rcatholique@wanadoo.fr et www.renaissancecatholique.or

L'économie tout azimut ! par François Lépervanche

Le président de la république, ou un membre de son entourage, lirait-il PRO ? C'est à se le demander puisque, pour la première fois, il est question de faire des économies, conformément à l'article paru dans le numéro de mai de notre mensuel sur le sujet.

Au cours de trois derniers jours de juin les déclarations présidentielles, relayées par tous les medias, font état des nécessaires économies à réaliser. La plus marquante des décisions prises par monsieur Sarkozy est la suppression de la « garden party » du 14 juillet dans les jardins du palais de l'Elysée. Bien ! Mais cela ne représente une goutte d'eau dans le tonneau des danaïdes des dépenses de l'état, aussi, pour faire plus sérieux, il est question de trancher dans le vif du train de vie de nos ministres et de nos parlementaires. Cela devient plus sérieux et nous ne pouvons qu'applaudir.

Il est question dans la série de décisions prises de réduire certains « droits acquis » de nos édiles tels que les déplacements. Nos élus devront désormais utiliser le train, de préférence aux transports aériens, dès lors que le voyage ferroviaire ne dépasse pas trois heures.

Des mesures concernant le logement des parlementaires ont également été évoquées : plus de location d'appartements privés, privilégier les structures d'accueil mises à leur disposition.

La question de l'embauche de collaborateurs est également à l'ordre du jour, tout comme les voitures de fonction. Bref, il semblerait que, soudainement, on prenne conscience que la vache à lait contribuable, est trop sollicitée et qu'il serait bon de remettre un peu d'ordre dans les dépenses, non seulement somptuaires, mais également de la vie quotidienne du monde politique. On ne peut prêcher la rigueur sans se l'appliquer soi-même par exemplarité.

Suggestion : que toutes les municipalités renoncent au traditionnel, et coûteux, feu d'artifices du 14 juillet car, à y bien regarder, c'est de l'argent qui part en fumée, tout comme les cigares de monsieur Christian Blanc, ou de Claude Gewerc, ci-devant président de Picardie. Les sommes économisées pourraient alimenter la caisse des Conseils Régionaux et, de ce fait, la pression fiscale sur les petits s'en trouverait diminuée.

Cela me remet en mémoire un débat qui semble avoir tourné

court puisqu'on n'en entend plus parler. Il s'agit de la réorganisation des assemblées : conseils régionaux et généraux. Il y a là de véritables économies à réaliser puisque les conseillers généraux seraient également régionaux. Voilà une façon d'éviter le cumul, de plus il ne serait pas question de payer au même tarif qu'actuellement les deux fonctions pour une même personne.

On ne peut que souhaiter la poursuite d'une amélioration des finances nationales, passant par des économies, pour remettre sur pieds une France malade d'insuffisance monétaire. On peut rêver non ?



Culture bretonne: Histoire du Barzaz- Breiz

En 1839, le jeune Vicomte Théodore Hersart de la Villemarqué, originaire de Quimperlé (Sud-Finistère) fait paraître un ouvrage intitulé Barzaz -Breiz ce qui signifie littéralement "ensemble de poèmes de Bretagne".

Il ne se doute pas alors du retentissement que va engendrer la publication de ce recueil de chants (avec paroles & musiques) collectés dans toute la Bretagne bretonnante.... Certaines pièces d'exception sont estimées par les spécialistes remonter au Vème siècle comme par exemple " Diougan Gwenc'hlan" (la prophétie de Diougan) & attribuée au barde de ce nom qui vécut au Vème

siècle... Avec la publication du Barzaz-Breiz nait dans toute l'Europe un mouvement de collecte de musiques & poésies populaires, initiant ainsi un mouvement d'affirmation des "identités régionales" (10 ans plus tard en 1848 ce sera ce qu'on a appelé le Printemps des peuples....).

La postérité du Barzaz-Breiz constitue l'une des plus remarquables qu'il soit & reste encore la source d'inspiration d'artistes actuels bretonnants...

L'ouvrage a fait l'objet de plusieurs rééditions depuis sa première publication parmi lesquelles signalons celle

réalisée par les Editions du Layeur en 1999, qui est une réédition de celle de 1867 & dont le principal mérite est d'une part d'avoir mis en vis à vis les textes bretons & leur traduction en français & d'autre part d'avoir agrémenté l'ouvrage d'un CD sur lequel ont été enregistrés 12 titres interprétés par l'excellent Yann-Fanch Kemener ou la Maitrise de Bretagne : un voyage garanti dans la Bretagne éternelle.....

Breizhdaviken

Commémoration des Martyrs de Septembre 1792, à Auray

Du 2 au 6 Septembre 1792, 1 400 personnes, dont 300 prêtres, furent massacrées à Paris par les révolutionnaires. Tortures, assassinats et exécutions, rien ne fut épargné aux victimes de cette folie sanguinaire.... En 1926, un décret pontifical a béatifié 213 victimes de ce massacre. Ne les oublions pas! Venez commémorer avec nous la mort de ces catholiques massacrés pour leur Foi lors d'une journée organisée par l'Union Royaliste Bretagne Vendée Militaire qui se tiendra

Le Samedi 18 Septembre à Auray (56)

10 h 30 : Messe célébrée en la Chapelle du Champ des Martyrs à Auray

12 h Déjeuner à sous tente près de la chapelle (Chaises et tables prévues)

13 h 30 Conférence sur « les Martyrs de Septembre 1792 » pour découvrir la réalité de ces massacres par Noël Stassin et Reynald Secher.

Bolée de l'amitié

Tarifs : 6 euros par personne, gratuit pour les - de 12 ans

Pour tout renseignement, contactez : Augustin Debacker au 06 69 59 40 19 ou franceroyale@live.fr. Faites connaître autour de vous ! Venez nombreux !

La perversion des valeurs républicaines

Aujourd'hui, la France est secouée par un grand nombre d'évènements qui appellent à prendre un peu de recul sur notre société. Corruption, violence, malhonnêteté, voilà ce que voient nos enfants chaque jour dans la rue, à la télévision ou sur internet. Ces maux qui font souffrir la société française sont les manifestations d'un problème profond : la perte de valeurs fondamentales qui permettent à un peuple de s'unir et de vivre ensemble. L'hypocrisie, la perfidie, la violence et l'intolérance prennent les devants sur la charité, le courage et l'honneur, la fidélité et l'amour de la patrie. Par la peur ou la facilité, par le doute ou l'égoïsme, les opposants à cette déliquescence morale sont muselés... La république a créé ce terrain propice aux déviances morales, elle les a même insidieusement déclenché : par la perversion de son propre idéal.

Son idéal, c'est sa devise : « Liberté, Egalité, Fraternité ». Ces trois valeurs ont été bafouées, par nos politiciens véreux et arrivistes et par notre faiblesse. Comme le dit Louis Veillot : « Liberté, Egalité, Fraternité ! Paroles vaines, funestes même depuis qu'elles sont devenues politiques ; car la politique en a fait trois mensonges. » Nous en sommes tous responsables, et nous aurons des comptes à rendre à nos enfants qui devront affronter dans leurs écoles, dans leurs rues, les

conséquences de nos actes ou de nos abandons. Nous allons montrer la perversion dans ces trois valeurs, pour en tirer les conséquences qui s'imposent.

La Liberté

Il faut noter dès à présent que définir une notion aussi compliquée que la Liberté est une tâche très difficile voire impossible. On peut donc en déduire que fonder une devise sur une valeur ambiguë est une mauvaise décision, qu'il faut éviter à tout prix. Aujourd'hui, la France n'est pas un pays libre, il faut regarder la vérité en face. En 2009, la France est, selon le classement Liberté de la Presse (2009), le 43^e Pays où la presse est la plus libre. Derrière le Chili et la Bosnie... Pitoyable, pour un pays qui a gravé le mot « Liberté » dans sa Constitution, et qui en a fait sa devise !

La liberté n'existe plus en France, et d'ailleurs, n'a jamais existé réellement sous la république. Avoir une liberté de parole, c'est pouvoir s'exprimer comme un autre. C'est pouvoir dire son opposition sans être inquiet d'aucune manière que ce soit... On se souvient des vendéens qui ont été massacrés parce qu'ils n'étaient pas d'accord avec la république ! On se souvient des massacres de la Commune par Adolphe Thiers ! Rappelons la fameuse phrase de Louis Antoine de Saint Just à la révolution : « Pas de

libertés pour les ennemis de la liberté ! »...

Cette perversion de la liberté a atteint son apogée sous la V^e république. Aujourd'hui, il y a des opinions qu'il ne faut pas avoir, qu'il ne faut pas dire... sous peine d'aller en prison ! On se souvient du « Sarkozy, jte vois ! » qui a valu quelques temps de prison à son auteur. De même, allez dire, à l'instar d'Eric Zemmour, que vous êtes pour la peine de mort, et vous subirez un lynchage en bonne et due forme ! Max Stirner disait : « La liberté ne peut être que toute liberté ; un morceau de liberté n'est pas la liberté. » La liberté est universelle ou nulle : elle n'est pas que pour ceux qui pensent comme vous.

« Le bon usage de la liberté quand il se tourne en habitude s'appelle vertu, le mauvais usage de la liberté quand il se tourne en habitude s'appelle vice. » Bossuet



La perversion des valeurs républicaines (suite)

L'Égalité

Vaste sujet, qui comporte tellement d'exemples qu'il faudra se limiter au domaine le plus flagrant : la justice. Dans notre pays, au sein de la république, la justice doit être la même pour tous, qu'importe son rang ou sa fonction. Nous sommes tous citoyens du même pays, nous détenons tous la même parcelle de souveraineté nationale, nous devrions tous être égaux devant la loi...Et pourtant...

Rappeler ici tous les faits aberrants de la justice républicaine serait fastidieux et inutile, nous nous bornerons à quelques exemples qui parleront à tous. L'affaire du sang contaminé s'est soldé par un non-lieu pour le Ministre Fabius, alors que n'importe quel citoyen lambda aurait été en prison pendant un bon bout de temps ! Rappelons également toutes les affaires de corruption et d'emplois fictifs de Jacques Chirac : le président Chirac n'est toujours pas en prison aujourd'hui ! Enfin, pour ceux qui croient que seule la V^e république est en cause, rappelons l'affaire des décorations du député Wilson ! Enfin, comment un régime peut-il défendre l'égalité de tous quand il permet à des généraux (Amey et Turreau notamment) de massacrer des français, de se proclamer juges et parties, et de les féliciter ensuite ! La république a même poussé le vice jusqu'à inscrire leurs noms sur l'Arc de Triomphe !

Gustave Thibon explique : « La fraternité n'a pas ici-bas de pire ennemi que l'égalité ».

La Fraternité

La Fraternité est peut-être l'une des plus belles mascarades de la république. Sous couvert de leur discours fraternel, ils lancent les pires insultes entre politiciens, se font les pires crasses possibles et se mettent des bâtons dans les roues. Insultes, bagarres (on se souvient des violents heurts de Mr Le Pen ou d'un député PC Mr Gremetz et de Mr Baur), et autres attaques médiatiques d'une bassesse sans nom, la politique montre tout l'inverse de ses discours : à croire qu'ils oublient leur devise.

La Fraternité, c'est travailler à améliorer ce « vivre ensemble », condamner tous les abus et les délits compromettant cette unité du pays. Par exemple, protéger les religions qui vivent ensemble des dégradations et des profanations. L'hypocrisie de la république à ce sujet est révoltante et honteuse ! Que l'on condamne les profanations des tombes juives et musulmanes est logique et humain, mais que l'on « oublie » toutes les profanations que subissent les bâtiments et les cimetières chrétiens est une véritable honte ! Le député de Vendée Louis Guédon en a d'ailleurs parlé à l'assemblée :

« D'après les chiffres communiqués par le ministère

de l'intérieur, on compte pour cette seule année, 6 atteintes aux sites israéliens, 13 atteintes aux sites musulmans et 266 atteintes aux sites chrétiens. Si l'on ne peut qu'approuver que chaque dégradation de sites israéliens ou musulmans trouvent un large écho dans la presse, on ne peut que regretter le silence médiatique et institutionnel entourant les si nombreuses dégradations de sites chrétiens. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour protéger ces lieux chrétiens particulièrement visés par les dégradations, le vandalisme et les pillages de toute nature. »

En bref, il faut comprendre que les « valeurs » défendues par la république ne sont plus que des mots inscrits sur des drapeaux, et non des idéaux. La perversion des valeurs a été initiée il y a maintenant 220 ans et continue son travail : à nous de réagir.



Déliquescence de l'Autorité

Depuis quelques jours, nous assistons en France à des événements qui défient l'entendement des gens honnêtes : la crise à Grenoble entre police et jeunes grenoblois. En effet, de nombreux jeunes de Grenoble s'insurgent suite à la mort d'un des leurs, abattu après avoir commis un braquage à main armée dans un casino. Karim Boudouda était déjà connu des services de police comme un malfaiteur multi-récidiviste, à tout juste 27 ans. Cette affaire aurait pu en rester là, et elle aurait dû... Cependant, des jeunes de Villeneuve, une des banlieues de Grenoble, ont décidé de venger la mort de l'un des leurs, en s'attaquant aux forces de police et en incendiant les voitures des riverains. Tirs à balle réelle, plus de 75 voitures brûlées en 2 nuits, des commerces incendiés, Grenoble a été le lieu d'incidents d'une rare violence. Mais le mal est bien plus profond, car Grenoble n'est pas seule : Villiers le Bel avait déjà lancé le mouvement de protestation. Un acte isolé ne peut servir de base à une réflexion, mais la multiplication de ces « rixes » laisse entrevoir un véritable problème : la dissolution de l'autorité de l'Etat, par la remise en cause de ses agents : les forces de police.

L'Autorité et le Pouvoir

L'Autorité peut être défini comme « le droit de diriger et de commander, d'être écouté ou obéi d'autrui », selon la

définition de J.Maritain. L'Autorité est donc un élément indispensable au gouvernement d'une société, à la politique même d'un Pays. Ce droit est complété par le Pouvoir, qui lui est défini comme « la force dont on dispose et à l'aide de laquelle on peut obliger autrui à écouter ou à obéir ». Ces deux éléments sont indissociables : une autorité sans pouvoir est inefficace et vaine sur les hommes. A l'inverse, un pouvoir sans autorité est illégitime et inique. Paul Ricoeur complète cette définition : « En tant que pouvoir, l'autorité descend jusque dans l'ordre physique ; en tant qu'autorité, le pouvoir est élevé jusqu'à l'ordre moral et juridique. Séparer le pouvoir et l'autorité, c'est séparer la force et la justice ».

En France, le gouvernement dispose de l'Autorité, légitime ou non. Il exerce ce droit à l'aide du Pouvoir, c'est-à-dire par les Forces de Police. Si le Pouvoir est remis en cause, inévitablement l'Autorité est également remise en cause : au travers des attaques anti-policieres, c'est le gouvernement tout entier qui est visé. Le problème vient du manque de moyen de ce pouvoir : comment répondre aux balles réelles par des flash-balls ? Comment se défendre quand les policiers sont en infériorité numérique ? Comment légitimer ce pouvoir quand la justice relâche les « hors-la-loi » arrêtés par les policiers .

L'Autorité et la légitimité

L'Autorité et le Pouvoir repose sur une notion fondamentale : la légitimité du gouvernement. En effet, comment un gouvernement illégitime pourrait il exercer une quelconque autorité sur un peuple ? Paul Ricoeur explique : « L'Autorité d'un ordre symbolique n'est opérante que si elle est reconnue » ; au-delà d'une crise de l'Autorité et du Pouvoir, il se dessine une crise de légitimité de ce gouvernement. Sur quoi se fonde donc sa légitimité ? Il suffit d'écouter un discours de Sarkozy et de remarquer le mot qui revient le plus souvent : « la Majorité »... Et c'est là que le système républicain fait une grosse erreur : la majorité est une notion fluctuante, et surtout elle ne détient pas forcément la vérité.

Elle est fluctuante car la majorité est une donnée temporelle : elle n'est valable qu'à un instant lambda et non perpétuellement. C'est le cas avec le gouvernement Sarkozy : il n'a convaincu personne de sa pertinence et au contraire, est remis en cause car la majorité des français ne soutiennent pas le gouvernement, entaché par les abus, les corruptions et autres méfaits. Si les rebelles s'opposent à un gouvernement illégitime, ils recevront l'appui d'un bon nombre de citoyens : c'est-ce qui s'est passé avec la tribune de Libération qui a soutenu les tireurs de Villiers le Bel.